



La Commune



Crime d'Etat

Le crime barbare perpétré par l'Etat Mexicain contre des jeunes de l'Ecole normale d'*Ayotzinapa* à Iguala Guerrero, le 26 septembre 2014 (43 disparus et 6 exécutions extrajudiciaires) a horrifié la société mexicaine et provoqué l'indignation de millions de personnes dans le monde. Cet acte effroyable n'est cependant pas un fait isolé. Il obéit à une politique de répression criminelle qui sévit depuis des décennies.



Ainsi, le 2 octobre 1968, à la veille des jeux olympiques, les forces armées et de sécurité ont massacré plus d'un millier d'étudiants rassemblés sur la place des Trois Cultures à Tlatelolco à Mexico. Les étudiants se mobilisaient alors pour la démocratie et la justice sociale contre l'Etat mexicain.

Le 10 Juin 1971 le groupe paramilitaire les Halcones, formé et employé par l'Etat, a tiré sur des étudiants qui manifestaient pacifiquement dans les rues de Mexico. Plus de 120 étudiants ont été tués ainsi qu'un enfant de 14 ans.

La sale guerre des années 70 et 80, avec ses prisons surpeuplées et ses charniers, se perpétue de nos jours. L'armée mexicaine a organisé « les vols macabres de la mort : pour faire « disparaître » les opposants et les militants révolutionnaires, les bourreaux les jetaient à la mer, par avion.

150 000 exécutions depuis 2006

Depuis 2006, plus de 150 000 personnes ont été exécutées froidement et 27 000 ont disparu dont une grande majorité de jeunes des couches les plus pauvres.

Le terrorisme d'Etat s'accélère. La politique anti ouvrière de destruction sociale s'intensifie. . Les grands médias nationaux et internationaux font silence sur ces crimes et continuent à présenter le Mexique comme une « démocratie ».

La plupart des femmes assassinées sont en général issues du peuple. Les générations nées dans ces décennies de sauvagerie pro-impérialiste ont assisté à la liquidation d'un pan entier des conquêtes sociales ouvrières. Comme en témoignent l'interdiction à leur accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à la formation et l'insertion professionnelle, à la culture, tant en ville et qu'à la campagne. Ce sont encore majoritairement les jeunes qui subissent le joug de la surexploitation, au prix de conditions de vie toujours plus précaires, du chômage et du sous-emploi.

Le talon de fer de l'impérialisme

Les jeunes mexicains subissent donc de plein fouet les effets de la politique dictée au niveau international et continental par la Banque mondiale, le FMI et l'impérialisme US. Une grande majorité d'entre eux sont conscients qu'ils font partie des plus opprimés, dans ce pays spolié par le capitalisme mondial. La nouvelle génération est née sous le signe du « libre échange » le plus débridé. Toute possibilité d'avenir lui est refusée.

Les responsables de la déchéance de la jeunesse sont les gouvernements successifs, dès Gustavo Diaz

Ordaz jusqu'à l'actuel président Enrique Peña Nieto en passant par Carlos Salinas de Gortari qui a signé, le 17 décembre 1992, et mis en vigueur le 1er janvier 1994, l'Accord de libre-échange nord-américain. Sans oublier, la domination de plus en plus directe du gouvernement d'Obama et l'intervention de ses agences de sécurité et de renseignement militaire dans la vie politique et économique du Mexique. Ajoutons-y les entreprises transnationales qui pillent et ravagent le pays, les organismes internationaux : la Banque mondiale, l'OMC (Organisation mondiale du commerce), le FMI (Fonds monétaire International), l'OEA (Organisation des Etats Américains) et l'ONU qui sont complices des crimes qu'ils dénoncent.

Déclaration de guerre contre le peuple mexicain

Cette politique est une véritable déclaration de guerre contre le peuple mexicain. Dans ce contexte s'inscrit le cas des 22 personnes tués par l'Armée mexicaine dans le village de San Pedro Limón, à Tlatlaya, Etat du Mexique, le 30 juin dernier. Elles ont été exécutés contre un mur à bout portant. Bravant l'état de terreur que vit le Mexique, de puissantes manifestations se sont déroulées dans tout le pays. Le 20 novembre, jour anniversaire de la Révolution mexicaine, la capitale a accueilli des milliers de manifestants, convergeant aux cris de « Ils les ont emmenés vivants, nous les voulons vivants » Aujourd'hui, comme le constate Alfredo Osuma (nom indien de Sonora) « ce gouvernement est le point le plus élevé de la criminalité organisée ».

La crise politique qui secoue le Mexique après la disparition des 43 étudiants, produit déjà ses premiers effets. Le fondateur et dirigeant historique du principal parti de « gauche » du pays (qu'il avait créée à la fin des années 80), Cuauhtémoc Cárdenas Solorzano, a annoncé mardi 25 novembre au soir sa démission du Parti de la révolution démocratique (PRD), accusant la majorité actuelle de ce parti d'être responsable de la désignation de José Luis Abarca comme candidat à la mairie d'Iguala où ont été enlevés les étudiants, alors que ses liens et ceux de son épouse avec le crime organisé étaient de notoriété publique. Nous exigeons le châtement des coupables du massacre des étudiants d'Ayotzinapa, où qu'ils se trouvent, quels qu'ils soient !

Ada Degert, 29 novembre 2014

Modifié le mardi 02 décembre 2014

Voir aussi dans la catégorie Mexique



Crime d'Etat

Le crime barbare perpétré par l'Etat Mexicain contre des jeunes de l'Ecole normale d'Ayotzinapa à Iguala Guerrero, le 26 septembre 2014 (43 disparus et 6 exécutions extrajudiciaires) a horrifié... »

l'insurrection d'Oaxaca

Le 29 octobre dernier, six mois après le début de la grève pour des augmentations de salaire, lancée par les enseignants et la section 22 du Syndicat National de l'Éducation et près de cinq... »

Au-dessus du volcan

Le soulèvement révolutionnaire au Mexique, à la frontière du plus puissant État impérialiste au monde, est une menace direct contre lui. Depuis la révolution des années 1910, celle de Pancho... »
